

Chargé(e) de projet – Mobilité de la main-d'œuvre et inclusion sociale (Project Officer – Labour Mobility and Social Inclusion)

RESPONSABILITÉS

Responsabilités et obligations

1. Appuyer, sous la supervision du/de la Chef(fe) des programmes, la mise en œuvre des projets financés par des bailleurs de fonds au sein de l'Unité Mobilité de la main-d'œuvre et Inclusion sociale. Ces projets couvrent notamment la mobilité de la main-d'œuvre, la mobilisation de la diaspora, le développement des compétences, le commerce transfrontalier et l'inclusion socio-économique, conformément aux exigences de l'OIM et des bailleurs de fonds.
2. Appuyer l'ensemble du cycle de gestion des projets (planification, mise en œuvre, suivi, évaluation et clôture), en veillant à la réalisation dans les délais des produits, des résultats et des indicateurs définis dans les documents de projet approuvés.
3. Participer à la mise en œuvre quotidienne et à la coordination administrative des activités des projets qui lui sont confiés, notamment à travers l'élaboration et la mise à jour régulière des plans de travail, des calendriers de mise en œuvre, des plans d'approvisionnement, des matrices de risques et des outils de suivi.
4. Fournir un appui technique à la mise en œuvre des interventions relatives à la mobilité de la main-d'œuvre et aux compétences, notamment en matière de recrutement éthique, de partenariats pour le développement des compétences, d'initiatives associant travail, commerce et mobilité, d'engagement du secteur privé et de contribution de la diaspora au développement.
5. Appuyer la mise en œuvre des activités de mobilisation de la diaspora, notamment le transfert de compétences, la mobilisation des investissements, le soutien à l'entrepreneuriat et les contributions aux initiatives de résilience et de coopération régionale.
6. Travailler en étroite collaboration avec les interlocuteurs gouvernementaux aux niveaux national, régional et local afin de soutenir la mise en œuvre des activités liées à la migration, à l'emploi, au commerce et à l'inclusion sociale.
7. Contribuer à la mise en œuvre des activités d'inclusion socio-économique, notamment le soutien à l'entrepreneuriat, l'inclusion financière, la

formalisation des entreprises et le renforcement des capacités des femmes, des jeunes, des migrants et des petits commerçants transfrontaliers.

8. Veiller à l'intégration des priorités transversales dans les activités qui lui sont confiées, notamment l'égalité de genre, l'autonomisation des jeunes, l'intégration de la protection, l'inclusion des personnes handicapées, la sensibilité aux conflits et la durabilité environnementale.
9. Assurer la supervision quotidienne et fournir des orientations au personnel affecté aux projets, ainsi que soutenir la coordination avec les consultants et les partenaires de mise en œuvre, notamment le suivi des performances et l'examen des livrables techniques.
10. Appuyer la coordination avec les unités chargées de la gestion des ressources, des ressources humaines, des achats et du suivi-évaluation (M&E), afin de faciliter le suivi budgétaire, le respect des règles de conformité, la réalisation des achats dans les délais et l'utilisation efficace des ressources des projets.
11. Préparer et consolider, en coordination avec le/la Chef(fe) des programmes, les livrables destinés aux bailleurs de fonds, notamment les rapports narratifs et financiers, les contributions techniques, les notes conceptuelles et les propositions de financement. Fournir également les informations et la documentation requises.
12. Appuyer les activités de suivi, d'évaluation et de reporting, notamment la collecte de données, l'analyse des résultats, la documentation des enseignements tirés et la diffusion des bonnes pratiques.
13. Entretenir des relations de travail avec les partenaires et les parties prenantes concernées, notamment les agences des Nations Unies, les partenaires au développement, les organisations régionales, la société civile, les organisations de travailleurs et d'employeurs ainsi que les acteurs du secteur privé.
14. Identifier les risques opérationnels et les contraintes liées à la mise en œuvre, signaler les problèmes au/à la supérieur(e) hiérarchique et contribuer à l'application des mesures correctives. Effectuer des déplacements professionnels selon les besoins.
15. Exécuter toute autre tâche qui pourrait lui être confiée.

QUALIFICATIONS

Qualifications et expérience requises

Formation

- Être titulaire d'un master en économie du travail, études du développement, études migratoires, droit, relations internationales, sciences politiques, droits de l'homme, sciences sociales ou dans un domaine connexe, obtenu auprès

d'un établissement d'enseignement supérieur accrédité, et justifier de deux années d'expérience professionnelle pertinente ; ou

- Être titulaire d'un diplôme universitaire dans l'un des domaines susmentionnés, obtenu auprès d'un établissement d'enseignement supérieur accrédité, et justifier de quatre années d'expérience professionnelle pertinente.

Les universités accréditées sont celles répertoriées dans la Base de données mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur (UNESCO World Higher Education Database).

Expérience professionnelle

- Expérience professionnelle progressive dans les domaines de la migration de main-d'œuvre, de la mobilité de la main-d'œuvre, du développement des compétences, de l'emploi, de l'inclusion sociale ou d'autres domaines connexes liés à la migration et au développement, avec une expérience pratique démontrée dans des contextes africains.
- Expérience avérée dans la coordination et la mise en œuvre de projets, notamment en matière de gestion axée sur les résultats, de reporting auprès des bailleurs de fonds et de respect des exigences de conformité, de préférence dans le cadre de programmes multipays ou régionaux.
- Expérience pratique de collaboration avec les autorités gouvernementales, les institutions régionales, les agences des Nations Unies, les organisations internationales et nationales, les partenaires sociaux et les acteurs du secteur privé en Afrique.
- Expérience dans l'appui aux initiatives liées au développement des compétences, au recrutement éthique, à la protection des travailleurs migrants, à la gouvernance du travail, aux entreprises et aux droits de l'homme et/ou à l'inclusion socio-économique.
- Expérience professionnelle démontrée en Afrique centrale et/ou dans l'appui à des initiatives régionales ou sous-régionales (par exemple, la CEMAC et la CEEAC), avec une bonne compréhension de l'intégration régionale, de la mobilité et des dynamiques du marché du travail.
- Une expérience préalable dans des contextes opérationnels complexes ou dans des zones frontalières en Afrique constitue un atout.

Compétences

- Solides connaissances techniques en matière de mobilité de la main-d'œuvre, de gouvernance des migrations, de développement des compétences et de systèmes d'emploi, notamment une bonne compréhension des contextes africains et d'Afrique centrale.
- Bonne connaissance des politiques, règles et procédures du système des Nations Unies, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des programmes financés par des bailleurs de fonds.

- Bonnes capacités d'analyse et de rédaction, notamment pour la préparation de rapports et de documents de programme.
- Bonnes compétences en coordination et en mobilisation des parties prenantes, ainsi qu'une expérience de travail avec différents ministères, acteurs régionaux et partenaires de mise en œuvre.
- Capacité démontrée à gérer plusieurs priorités, à superviser des équipes et à fournir des résultats de qualité dans des environnements où les délais sont contraignants.